



**Direction des Services Achats, Logistique
& du Parcours Patient**

☎ : 01.64.60.40.11 - Fax : 01.64.60.41.38

✉ : economat@ch-provins.fr

MARCHE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**ETUDE D'IMPLANTATION, FOURNITURE, LIVRAISON, MONTAGE ET INSTALLATION
DE MOBILIER, ET D'ELEMENTS D'AGENCEMENT (STORES NON MOTORISES,
VOILAGES ET RIDEAUX) POUR LES FOYERS ET L'ACCUEIL DE JOUR DE L'EPMS DU
PROVINOIS.**

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

**Appel d'Offres Ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2, 1° du Code de la commande
publique.**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**centre Hospitalier Léon Binet – BP 212 – 77488 PROVINS Cedex
www.ch-provins.fr - Tél : 01 64 60 40 00 – Fax : 01 64 60 40 90**

I « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

SOMMAIRE

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT	3
Article 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION	3
1.1 – Objet de la consultation.....	3
1.2 – Etendue de la consultation	3
1.3 – Forme du marché.....	3
1.4 – Nomenclature communautaire.....	4
Article 2 : DUREE ET DELAI D'EXECUTION	4
Article 3 : ALLOTISSEMENT	4
Article 4 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
4.1 – Transmission des justificatifs fiscaux et sociaux en cours d'année.....	4
4.2 – Respect des clauses contractuelles.....	5
4.3 – Conditions d'exécution des prestations.....	5
4.4. - Obligation de respect des locaux et des biens.....	5
4.5. – Clauses de confidentialité et de sécurité des données à caractère personnel	5
Article 5 : FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	6
5.1 – Forme juridique	6
5.2 – Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	6
5.3 – Changement de situation juridique et administrative	7
Article 6 : CESSION DU MARCHE	7
Article 7 : CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	7
Article 8 : MODE DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT	7
Article 9 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	7
Article 10 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET AUTRES DISPOSITIONS JURIDIQUES	8
Article 11 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	8
Article 12 : ASSURANCE	9
Article 13 : PRIX ET REGLEMENT	9
13.1 – Caractéristiques des prix pratiqués.....	9
13.2 - Variation dans les prix.....	9
Article 14 : MODALITE DE FACTURATION ET DE REGLEMENT	9
14.1 – Mode de règlement	9
14.2 - Garanties financières de l'avance.....	10
14.3 - Acomptes et paiement partiels définitifs.....	10
14.4 - Contenu de la demande de paiement.....	10
14.5 - Délai de paiement.....	11
14.6 - Intérêts moratoires.....	11
Article 15 : CLAUSE DE REEXAMEN	12
Article 16 : PENALITES	12
16.1. Pénalités de retard et de non –exécution de la prestation attendue.....	12
16.2 – Pénalités pour travail dissimulé	12
16.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	13
Article 17 : VERIFICATIONS ET ADMISSION	13
Article 18 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	13
Article 19 : REGLEMENT INTERIEUR	13
Article 20 : RESILIATION	14
Article 21 : MODIFICATION DU CONTRAT	15
Article 22 : RGPD	15
Article 23 : RECOURS ET REGLEMENT DES LITIGES	15
Article 24 : TRIBUNAL COMPETENT – LITIGES	16
Article 25 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS	16

PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT

Le Centre Hospitalier Léon Binet (CHLB) est l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Provins - Est Seine & Marne ». A ce titre, le directeur ou son représentant sera le signataire des marchés.

Le GHT « Provins - Est Seine & Marne » est composé des établissements suivants :

- Le Centre Hospitalier Léon Binet, Route de Chalaute – BP 212, 77488 Provins Cedex,
- L'EHPAD « Rosa Gallica », Route des Grattons – 77160 Provins,
- L'EHPAD « Les Patios », 6 Boulevard Voltaire, 77370 Nangis,
- L'EHPAD « Le Clos Fleuri », 12 Rue du Parc, 77520 Donnemarie-Dontilly,
- L'EHPAD « Les Jardins de la Voulzie », 6 Grande Rue de Couture, 77134 les Ormes sur Voulzie,
- L'EHPAD « Le Fil D'Argent », 217 Rue du Dr Schweitzer, 77480 Bray-sur-Seine,
- L'EPMS du Provinois, Chemin des Grattons, BP 208, 77487 Provins Cedex.

Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Claude-Henri TONNEAU, Directeur du Centre Hospitalier ou toute personne bénéficiant de sa délégation de signature.

Type d'acheteur public : Etablissement Public de Santé (EPS), Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et Etablissement Public Médico-Social (EPMS).

Lieu d'exécution : EPMS du Provinois - 15 route de Bray – 77160 PROVINS.

ARTICLE 1 : OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 – Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet, l'étude de l'implantation, la fourniture, la livraison, le montage et l'installation de mobiliers et d'éléments d'agencement tel que des stores non motorisés, des voilages et des rideaux destinés à l'aménagement d'un foyer de vie, d'un foyer d'hébergement et d'un accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS dans le cadre de leur création.

1.2 – Etendue de la consultation

La consultation prend la forme d'une procédure d'Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2, 1° du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

Conformément à l'article R2131-8 du Code de la commande publique, le GHT de Provins se garde la possibilité de passer des marchés complémentaires de services ou des marchés de services pour la réalisation de prestations similaires. Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de conclure, en cas de besoin, des Marchés Publics de prestations complémentaires et/ou supplémentaires et/ou similaires, dans les cas de recours prévus aux articles R.2122-1 à R.2122-3, R.2122-5, R.2122-7 à R.2122-8 et R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la Commande Publique.

1.3 – Forme du marché

Marché ordinaire.

- 3 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

1.4 – Nomenclature communautaire

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

<i>Classification principale</i>
39143000 : Mobilier de chambre à coucher, de salle à manger et de séjour.
39515410-2 : Stores d'intérieur.
39515000-5 : Rideaux, tentures, lambrequins et stores en textile.

ARTICLE 2: DUREE ET DELAI D'EXECUTION

Le présent marché débutera à compter de sa notification (date de signature de l'accusé de réception faisant foi), et ce jusqu'au 15 février 2025.

La commission de sécurité est prévue **pour le 17 février 2025**.

Les prestataires devront être disponibles pour débuter la prestation dans les jours qui suivent la notification du marché.

Il est à noter qu'à tout moment la procédure peut être déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt public (article 2185-1 du Code de la commande publique).

ARTICLE 3: ALLOTISSEMENT

Le présent marché est alloti :

- Lot 1 : Mobilier chambres et studio,
- Lot 2 : Mobilier espaces communs,
- Lot 3 : Stores,
- Lot 4 : Voilages et rideaux.

ARTICLE 4: OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations données et documents de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

4.1 – Transmission des justificatifs fiscaux et sociaux en cours d'année

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations données et documents de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

Le titulaire s'engage également à imposer cette obligation à ses sous-traitants qui devront lui transmettre les pièces indiquées ci-dessus.

Le titulaire s'engage à transmettre au pouvoir adjudicateur **sans** demande expresse de ce dernier, tous les six (6) mois à compter de la date de notification du marché et pendant toute la durée de son exécution, les pièces suivantes :

- pour les titulaires établis ou domiciliés en France, les pièces prévues aux articles L 8222-1 à 3 s, L 8254-1 à 4 s, R 8254-1 s, D 8222-5 et D 8254-2 à 5 s du code du travail et articles du Code de la Commande Publique,
- pour titulaires établis ou domiciliés à l'étranger, les pièces prévues aux articles L8222-4, D 8222-7 et -8 du code du travail et articles du Code de la Commande Publique.

4 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

Par application de l'article R2143-6 du Code de la commande publique, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces indiquées ci-dessus, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le titulaire ait été informé de la sanction envisagée par mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la mise en demeure.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité suite à cette résiliation.

Si la personne publique décide de conclure un autre marché après résiliation, les éventuels excédents de dépenses sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié sans préjudice des droits à exercer contre le titulaire en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles des dépenses restent acquises à la personne publique.

4.2 – Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels, énoncés à l'article 10 du présent CCAP, expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique.

4.3 – Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). Il est spécifié que l'entreprise est entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages, jusqu'à l'exécution complète et totale des prestations, qu'il s'agisse de vols, détournements, dégradations ou détériorations.

Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'à la réception des mobiliers.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

4.4. - Obligation de respect des locaux et des biens

Le titulaire est également soumis à une obligation de respect des locaux et des biens de l'établissement, ainsi que de maintien en état de propreté des locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

4.5. – Clauses de confidentialité et de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire est tenu de respecter la confidentialité et d'assurer la sécurité des données, notamment celles à caractère personnel dont l'établissement a la charge.

Par ailleurs, le titulaire qui, soit avant la notification du marché soit à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'établissement, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Ces documents, renseignements ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'établissement être communiqués à des tiers ou faire l'objet de publications.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

5 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses personnels, partenaires, sous-traitants qui pourraient intervenir.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché ou dont la transmission est imposée par la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

L'établissement s'engage à vérifier la bonne application et mise en œuvre des obligations lui incombant en tant que responsable de traitement notamment à mettre en œuvre une étude d'impact sur la vie privée ainsi que les obligations de sécurité et de notification des éventuelles violations de données personnelles.

Pour assurer cette protection, il incombe ainsi à l'établissement d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par le marché mais encore de désigner un délégué à la protection des données.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci vis-à-vis de l'établissement mais également des personnes physiques dont les données font l'objet du traitement mis en œuvre dans le cadre du présent marché.

L'établissement ne peut, en aucun cas, être responsable, à quelque titre que ce soit, des éventuels manquements, incuries ou défaillances dont le titulaire et leurs sous-traitants pourraient se rendre coupable.

ARTICLE 5: FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

5.1 – Forme juridique

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

Les candidats retenus pour cette consultation se présentent sous la forme d'une équipe pluridisciplinaire dotée des compétences nécessaires à la réalisation des études.

5.2 – Désignation de sous-traitants en cours de marché

Sous aucun prétexte et sous peine de résiliation de plein droit du marché et de tout dommages et intérêts, le présent marché ne pourra pas, pour tout ou partie des prestations, être cédé pour son exécution, même partiellement, à une autre personne (morale ou physique), sauf autorisation expresse (consentement écrit et formel) du Centre Hospitalier.

Les prestations relatives au présent marché peuvent être sous-traitées par le titulaire du marché. Conformément à l'article R2193-2 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut sous-traiter certaines parties de son marché que s'il a obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être demandées dans les conditions définies à l'article R2193-1 du Code de la commande publique.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R2193-1 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

6 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

5.3 – Changement de situation juridique et administrative

Le titulaire est tenu de faire connaître à l'établissement sans délai et par écrit toute modification affectant sa situation juridique et administrative, notamment :

- Jugement de redressement ou liquidation judiciaire,
- Survenance d'une interdiction de concourir,
- Modification de dénomination sociale,
- Fusion, absorption, cession d'activité, changement de forme juridique de la structure titulaire...

Le titulaire doit faire parvenir les justificatifs ou documents traduisant ce changement (extrait K bis, RIB/RIP avec codes BIC et IBAN, pouvoir/délégation de signature...) dans les plus brefs délais et avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes est suspendu jusqu'à régularisation après réception des documents nécessaires.

Tout changement relatif au titulaire (modification de raison sociale/dénomination/forme juridique/capital social, fusion, cession, changement d'adresse/siège social, changement de compte de règlement bancaire ou postal, de destinataire de paiement, de personne habilitée à engager le titulaire, renseignements fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de paiement...) ou de manière générale toutes modifications de fonctionnement pouvant influencer sur l'exécution de la présente consultation, doit être indiqué à la Direction des services Achats, Logistique et du Parcours Patient du CHLB.

ARTICLE 6: CESSIION DU MARCHÉ

Les fournisseurs retenus ne pourront pas céder à des sous-traitants tout ou partie de la prestation sans consentement écrit préalable du Pouvoir Adjudicateur et sous réserve formelle de rester dans tous les cas responsables de la bonne exécution du marché et aux mêmes conditions.

ARTICLE 7: CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par l'article 2112-2 du Code de la commande publique.

ARTICLE 8: MODE DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

Le financement du marché est assuré par les fonds propres de l'établissement ainsi que par une subvention départementale.

Les prestations seront réglées par application de prix fermes.

Le paiement sera effectué après service fait dans le délai maximum de **trente (30) jours par virement administratif** conformément aux règles de la comptabilité publique.

ARTICLE 9: CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- Le Règlement de Consultation (RC),
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),

7 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- L'annexe 1 « Tableau des besoins »,
- L'annexe 2 « Plans des locaux »,
- L'annexe 3 « Attestation sur l'honneur – Russie »,
- L'annexe 4 « Fiche renseignements fournisseur »,
- L'annexe 5 « BPU » (chaque onglet est à remplir).

ARTICLE 10 : DOCUMENTS CONTRACTUELS ET AUTRES DISPOSITIONS JURIDIQUES

Les pièces constitutives du ou des marchés comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'**Acte d'engagement (A.E.)** (imprimé ATTR11) et ses pièces annexes qui y sont mentionnées, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant,
- Le **Bordereau de Prix Unitaire (BPU)** complété et signé (prix unitaire HT, taux légal de TVA et autres taxes éventuelles et montant du marché TTC),
- Le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- Le **Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** applicable aux prestations faisant l'objet du marché, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, ainsi que les annexes associées,
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS)** applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 – JO du 1^{er} avril 2021 – NOR : ECOM2106874A, en vigueur lors de la remise des offres. Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement au marché, mais les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP,
- Les **Actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants**, postérieurs à la notification du marché.
- Les **Normes françaises et européennes homologuées**, les recommandations et bonnes pratiques s'appliquant aux prestations à exécuter,
- L'**Offre technique et financière** du titulaire (mémoire technique, cadre de réponse technique ou tout autre document remis à l'appui de l'offre).

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le Centre Hospitalier et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Les originaux de l'Acte d'Engagement, des Annexes, du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et des Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) seront conservés par le Centre Hospitalier Léon Binet pour seule foi.

Les pièces générales ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

Les documents applicables sont ceux en vigueur lors de la remise des offres.

ARTICLE 11 : CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à garder strictement confidentiels les informations données et documents de quelque nature qu'ils soient, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance dans le cadre du présent marché.

8 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

Le titulaire s'engage également à garder strictement confidentielles toutes les informations relatives aux patients et aux agents de l'établissement dont il pourrait avoir connaissance lors des différentes interventions qu'il effectuera ou qu'il sous traitera sur le ou les site(s) du GHT de Provins.

Le titulaire s'engage à veiller au respect, par son personnel et le cas échéant ses sous-traitants, de cet engagement de confidentialité.

ARTICLE 12: ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 13: PRIX ET REGLEMENT

13.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

L'unité monétaire du présent marché est l'euro.

Les prix du marché :

- Sont établis hors T.V.A. Ils sont majorés de la T.V.A au taux en vigueur à la date du mandatement,
- Font apparaître le prix de base HT, la remise, le prix net HT et le prix TTC
- Sont détaillés dans les bordereaux de prix annexés à l'acte d'engagement et acceptés formellement par le pouvoir adjudicateur,
- Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales, sociales et assurances frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

13.2 - Variation dans les prix

Les prix sont fermes et définitifs pendant toute la durée du marché. Ils ne sont susceptibles d'aucune révision ou ajustement.

ARTICLE 14: MODALITE DE FACTURATION ET DE REGLEMENT

14.1 – Mode de règlement

Le paiement de la facture sera effectué suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 10 du CCAG-FCS.

Une avance peut être accordée au titulaire du marché conformément aux dispositions des articles R2191-7 et suivants du Code de la commande publique. Le titulaire peut renoncer à cette avance dans l'acte d'engagement.

⁹ « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

Si le titulaire a demandé dans son acte d'engagement à bénéficier de l'avance, en application de l'article R2191-7 du Code de la commande publique, celle-ci n'est mandatée qu'après constitution d'une garantie à 1ère demande ou d'une caution personnelle et solidaire dans les conditions de l'article R2191-36 du Code de la commande publique.

14.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

14.3 - Acomptes et paiement partiels définitifs

Le règlement des comptes sera effectué selon les dispositions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

Le titulaire peut obtenir toutes informations souhaitées auprès du représentant du pouvoir adjudicateur.

14.4 - Contenu de la demande de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies à l'ordre de l'établissement concerné, **après service fait et à terme échu au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.**

Elles comporteront les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro et la date du marché ;
- La date d'exécution des prestations (période en cause) ;
- La nature des prestations exécutées et les produits facturées ;
- Le site d'intervention ;
- Les éventuels numéros du bon de commande en cas de prestations supplémentaires commandées ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées et/ou des produits livrés ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des produits et/ou des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

Informations CHORUS et dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° Le numéro du bon de commande (= n° d'engagement)
- 2° La date d'émission de la facture ;
- 3° La désignation de l'émetteur (SIRET = ATTENTION : l'entité titulaire du marché doit être celle qui facture (même SIRET) et du destinataire de la facture et son SIRET (**SIRET de l'établissement**) ;
- 4° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 5° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 6° Le code d'identification du service en charge du paiement (**Code Service**) ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits ou prestations ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- 12° RIB : BIC et IBAN tel que précisé à l'acte d'engagement.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

14.5 - Délai de paiement

Le délai global de paiement est de trente (30) jours et il commence à courir à partir de la réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement, dans les locaux de l'établissement, à condition que le service soit fait. Ces dates sont constatées par l'établissement – à défaut, la date de la demande de paiement augmentée de deux (2) jours est prise en compte.

Une suspension du délai de paiement peut être également prononcée en cas d'erreur dans la facturation du fait du titulaire, signifiée par l'établissement par courrier recommandé avec avis de réception postal ou par télécopie.

14.6 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

11 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

ARTICLE 15: CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles R2194-1, R2194-2 et R2194-3 du Code de la Commande Publique, une modification du marché public interviendra si le titulaire se voit confier des prestations supplémentaires qui n'étaient pas prévues dans le cadre du marché public initial et dans les circonstances suivantes (liste non exhaustive) :

- Passation d'un marché complémentaire de prestations de services en vertu de l'article R2122-5 du Code de la Commande Publique,
- En vertu de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché public négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables lorsqu'il entend confier au titulaire du présent marché de services des prestations similaires dans un marché ultérieur à la condition que le nouveau marché ainsi conclu n'excède pas trois (3) ans à compter de la notification du marché public présenté dans ce DCE,
- Motif d'intérêt général n'apportant pas de modification substantielle au contrat initial (complément d'information administratif ou technique),
- Modifications de références,
- Transfert de contrat dans le cas d'opérations de restructurations de société, réorganisation administrative de nature purement interne du cocontractant du pouvoir adjudicateur, désignation d'un tiers pour la gestion commerciale etc. sous réserve de maintien des conditions du contrat,
- Cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux,
- Variation de prix en cas de survenance d'évènements qui pourraient altérer en cours d'exécution l'équilibre financier du contrat (par exemple changement de normes),
- Prolongation du marché dans des circonstances dûment justifiées,
- Précisions suite à erreur matérielle,
- Circonstances imprévues ou imprévisibles (difficultés matérielles rencontrées en cours d'exécution d'un marché),
- Reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié du pouvoir adjudicateur. Ces clauses de réexamen feront l'objet d'une décision écrite de Centre Hospitalier Léon Binet et seront notifiées par courrier recommandé avec accusé de réception, au titulaire du marché.

ARTICLE 16: PENALITES

16.1. Pénalités de retard et de non –exécution de la prestation attendue

Tout manquement à l'exécution des prescriptions du présent marché public, constatée par l'établissement concerné donnera lieu à application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité journalière de retard de cinquante (50) € par jour calendaire de retard pendant quinze (15) jours, puis de cent (100) € au-delà.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières décrit un ensemble d'obligations contractuelles concernant les objectifs, les modalités de réalisation et le déroulement de la mission. Tout non-respect de ses obligations contractuelles soumet le titulaire du marché à une pénalité forfaitaire déterminée par l'établissement.

Les pénalités pour manquement à la qualité de la prestation commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure.

16.2 – Pénalités pour travail dissimulé

Par ailleurs, une pénalité peut être appliquée au titulaire, s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail.

Le montant des pénalités applicables, est égal, au plus, à dix (10) % du montant TTC du marché et le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

12 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

Si le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de la personne publique de régulariser sa situation, le Centre Hospitalier soit appliquera les pénalités contractuelles, soit rompra le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités notifiées au titulaire et non contestées pourront être recouvrées par compensation avec le montant des sommes dues par l'établissement au titre du marché.

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. A ce titre, elles ne peuvent être considérées comme une réparation intégrale et forfaitaire du préjudice éventuellement subi par l'établissement.

16.3 - Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Outre l'application éventuelle des pénalités, l'établissement concerné se réserve le droit de faire exécuter sa commande par un autre prestataire, en cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation. Les frais et risques y afférant demeurent à la charge du titulaire.

L'exécution aux frais et risques intervient après inobservation par le titulaire d'une lettre de mise en demeure, fixant le nouveau délai imparti pour la réalisation des prestations. Par dérogation partielle à l'article 45 du CCAG-FCS, l'exécution aux frais et risques peut intervenir sans décision de résiliation préalable.

Le surcoût qui en résulte est à sa charge. En revanche, la diminution des dépenses ne saurait lui profiter.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas trois cents (300) euros H.T. Les pénalités s'entendent toujours en euros hors taxes. Le paiement des pénalités n'est pas libératoire.

ARTICLE 17 : VERIFICATIONS ET ADMISSION

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

ARTICLE 18 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et logiciels fournis.

La personne publique, si elle fait l'objet d'une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle portant sur l'un des éléments de la(s) prestation(s), s'engage pour sa part à :

- Aviser le titulaire, dans un délai de huit (8) jours, de l'assignation qu'elle aurait reçue ;
- L'appeler en cause en qualité de garant et souffrir qu'il soulève les moyens utiles à sa défense ;
- Accepter la négociation, le désistement du demandeur, étant précisé qu'il n'en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge du pouvoir adjudicateur.

Il sera fait application de l'article 34 du CCAG –FCS.

Le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'établissement et à tout organisme à qui l'établissement souhaite communiquer ces informations (par exemple l'Agence Régionale de santé, les Instances, le Conseil Général, etc.) le droit d'utiliser ou de faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes. Cette concession ne vaut que pour les besoins découlant de l'objet du marché.

ARTICLE 19 : REGLEMENT INTERIEUR

Le titulaire ainsi que son personnel amené à intervenir dans les locaux des établissements dans le cadre du présent marché se conforment à leur Règlement Intérieur et notamment à leur organisation. Ils sont assujettis aux règles d'accès, de sécurité et d'hygiène.

13 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

Les établissements se réservent le droit de refuser l'accès à l'Etablissement de toute personne dont le comportement porterait atteinte à la sécurité et au service public hospitalier et d'exiger le remplacement d'un agent ayant un comportement incompatible avec le règlement de l'établissement.

ARTICLE 20 : RESILIATION

Le Chapitre 7 du CCAG-FCS relatif à la résiliation s'applique en complément des dispositions ci-après.

Les établissements peuvent mettre fin à l'exécution du marché avant l'achèvement de celui-ci, soit dans le cas des circonstances particulières, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues ci-dessous, soit pour faute du Titulaire dans les conditions prévues ci-après :

Les établissements peuvent également mettre fin, à tout moment, à l'exécution du marché pour un motif d'intérêt général.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

► Résiliation pour événements extérieurs au marché : Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

En cas de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié, si, après mise en demeure du liquidateur, dans les conditions prévues à l'article L. 641-10 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

► Résiliation pour événements liés au marché

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'établissement concerné peut résilier le marché sans mise en demeure préalable. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

► Résiliation pour faute du titulaire

Le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité dans les cas et selon les modalités suivantes :

_ Les cas de résiliation avec mise en demeure :

L'établissement résilie le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse :

_ lorsque le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. Le titulaire dispose d'un délai d'un mois, à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

_ Les cas de résiliation sans mise en demeure :

L'établissement résilie le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable notamment, lorsque :

_ le titulaire ne respecte pas ses engagements et notamment lorsqu'ils ne respectent pas la nature, la qualité ou la quantité des prestations ;

_ postérieurement à la conclusion du marché, le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics, ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer de toute profession industrielle ou commerciale ;

_ la déclaration produite en application de l'article 44-3° du code des marchés publics a été reconnue inexacte ;

_ le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus aux articles 2.5.1 et 2.5.2, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;

_ En cas de défaut ou insuffisance d'assurance du titulaire ;

_ En cas de sous-traitance sans autorisation du coordonnateur.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire en défaut jusqu'au terme prévu du marché dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG-FCS.

14 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

ARTICLE 21 : MODIFICATION DU CONTRAT

Des modifications en cours d'exécution du contrat pourront intervenir conformément aux dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

ARTICLE 22 : RGPD

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le titulaire déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Le titulaire du présent marché public peut faire appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur public de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information, qui peut être effectuée dans la déclaration de sous-traitance, doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'acheteur dispose d'un délai de 21 jours à compter de la date de réception de la déclaration de sous-traitance contenant cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur public n'a pas émis d'objection pendant le délai susmentionné. Lorsque le sous-traitant est présenté au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché public vaut non opposition de l'acheteur à la sous-traitance des activités de traitement de données indiquées dans la déclaration de sous-traitance.

ARTICLE 23 : RECOURS ET REGLEMENT DES LITIGES

Les établissements et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement à l'amiable pour tout différend éventuel relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions de l'article R2197-1 du Code de la Commande Publique.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de MELUN est compétent en la matière.

Cette Juridiction est seule compétente pour connaître des litiges qui surviendraient lors de l'exécution du marché. Toute clause d'attribution de compétence juridictionnelle figurant dans les conditions générales de vente du titulaire est nulle et non avenue.

Conformément aux dispositions des Normes de la Commande Publique, toute difficulté d'interprétation du marché qui ne peut être surmontée d'un commun accord est soumise à cette Juridiction.

Ceci n'exclut pas la possibilité pour le titulaire et/ou le pouvoir adjudicateur de régler leurs différends à l'amiable, avant tout recours contentieux. Les cocontractants s'efforceront d'épuiser les recours gracieux et amiables (conciliation, médiation, voire la transaction) avant de saisir la Juridiction Administrative. Au préalable et dans ces conditions, le pouvoir adjudicateur invite le titulaire à lui demander toute explication qui lui permettra de comprendre sa décision et/ou à lui soumettre toute difficulté ou tout différent survenant avec l'Etablissement.

En tout état de cause, les litiges ne peuvent être avancés comme justifiant la suspension, même temporaire des prestations prévues au marché. Les dispositions relatives aux pénalités et à la résiliation prévues au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) pourraient être appliquées.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

Informations relatives aux délais de recours :

15 « Etude d'implantation, fourniture, livraison, montage et installation de mobilier et d'éléments d'agencements (stores non motorisés, voilages et rideaux) pour les foyers et l'accueil de jour à l'EPMS du PROVINOIS »

Référé précontractuel : avant la conclusion de l'accord-cadre et jusqu'à sa date de notification dans les conditions prévues à l'article L 551-1 du code de justice administrative ;

Référé contractuel : dans un délai de trente et un (31) jours à compter de la publication de l'avis d'attribution en cas de procédures formalisées et de six (6) mois à compter du lendemain de la notification de l'accord-cadre en cas d'absence de publication d'avis d'attribution au JOUE (dans les conditions définies aux articles L551-13 et R551-7 et suivants du Code de Justice Administrative) ;

Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de deux (2) mois à compter de la notification de la décision de rejet, dans les conditions définies aux articles R 421-1 et R 421-3 du code de justice administrative modifié par le Décret n°2016-1480 du 2 novembre 2016 - art. 10 ; Recours de plein contentieux : dans un délai de deux (2) mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution de l'accord-cadre.

ARTICLE 24 : TRIBUNAL COMPETENT – LITIGES

En cas de différend persistant entre les parties, le droit français est seul applicable.

En cas de litige relatif à la procédure de passation de la présente consultation, le Tribunal Administratif de Melun sera seul compétent à statuer sur l'objet du litige, conformément à la législation en vigueur :

Tribunal Administratif de Melun – 43 Avenue du Général de Gaulle – Case postale n° 8630 - 77000 MELUN
Tél : 01.60.56.66.30 – Fax : 01.60.56.66.10 – Mail : greffe.ta-melun@juradm.fr - Adresse internet (U.R.L.) : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

En cas de litige et en dérogation à l'article 46 du CCAG-FCS et ce quelles que soient les circonstances, le prestataire ne peut en aucun cas suspendre ou interrompre la continuité de sa prestation.

ARTICLE 25 : DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dispositions du présent CCAP se substituent à toutes celles du CCAG-FCS avec lesquelles elles seraient en contradiction. Pour le reste, l'ensemble du CCAG-FCS reste applicable.

Fait à Provins, le 10 Juin 2024

Sandrine PRESSOIR,
Directrice des Services Achats, logistique
et du Parcours Patient.

